

# Au Bénin, la participation citoyenne a connu un recul

Dépêche No. 701 d'Afrobarometer | Ganiath Bello

## Résumé

La participation citoyenne ne peut être exprimée avec passivité. C'est un processus qui inclut les citoyens dans les prises de décisions qui concernent la gestion de la localité à laquelle ils appartiennent. Elle est l'un des premiers éléments de leur développement, car elle permet d'améliorer les services publics, la transparence et la responsabilité dans la gouvernance, de même que l'inclusion sociale et l'émancipation des administrés (Beauchesne, 2013).

Ainsi, par ricochet, la participation citoyenne peut être déterminante dans la réduction des inégalités sociales, telles que celle des genres (Frenette, 2005). L'autonomisation des femmes passe aussi par leur pleine participation à la vie publique. Leur présence dans des instances décisionnelles est souvent déterminante dans la réussite des politiques de protection sociale, de lutte contre les changements climatiques et de sauvegarde de la paix (Organisation des Nations Unies, 2021).

Ce travail s'intéresse aux aptitudes des citoyens vis-à-vis de la participation citoyenne, ainsi qu'à leurs perceptions sur les performances des élus locaux.

Les récents résultats d'Afrobarometer permettent de réaliser qu'au Bénin, la participation communautaire a connu un recul et est moins pratiquée par les femmes que les hommes.

Peu de citoyens estiment que les élus locaux écoutent leurs administrés, mais la majorité parmi eux disent que ces leaders locaux font du bon travail.

## L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) couvrent 39 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Bénin, conduite par Innovante Recherche en Economie et Gouvernance (IREG), s'est entretenue avec 1.200 adultes béninois en janvier 2022. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Bénin en 2005, 2008, 2011, 2014, 2017 et 2020.

## Résultats clés

- Environ quatre sur 10 des Béninois disent avoir participé au moins une fois à une réunion communale (45%) et rencontré d'autres citoyens pour aborder un problème

de la commune (39%) au cours des 12 derniers mois, tandis que 7% déclarent avoir pris part à une manifestation ou marche de protestation.

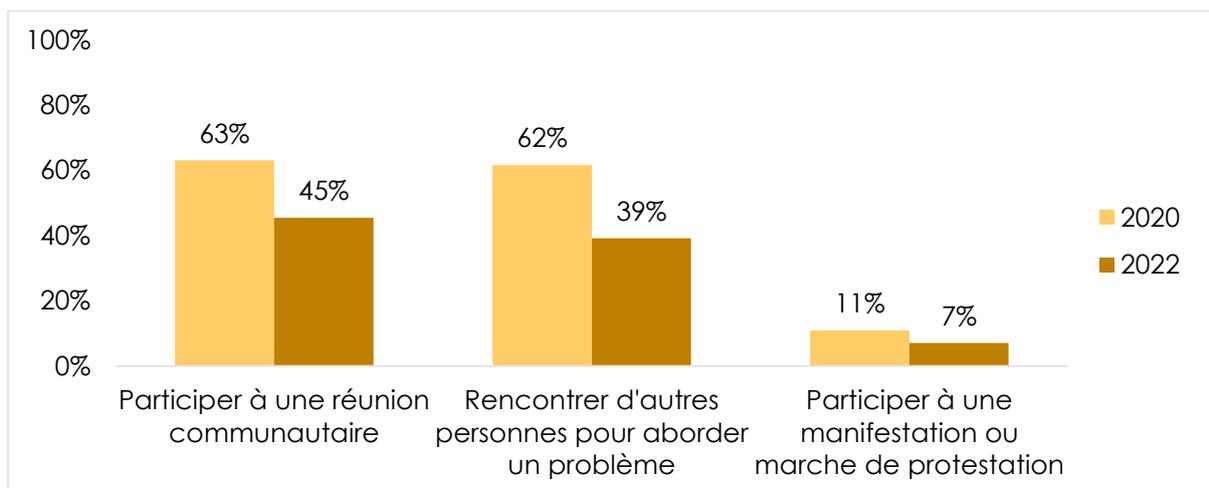
- La participation à une réunion communautaire et la rencontre avec d'autres citoyens pour discuter d'un problème ont chuté respectivement de 18 et 23 points de pourcentage depuis 2020.
- Les femmes ont moins que les hommes participé à des réunions communales (35% vs. 56%) et discuté d'un problème de leur localité avec d'autres citoyens (30% vs. 48%).
- Trois citoyens sur 10 (31%) affirment avoir au moins une fois contacté un élu local au cours des 12 derniers mois.
  - Les femmes (20%) sont moins nombreuses que les hommes (41%) à avoir contacté un élu local pendant l'année écoulée.
- Seulement trois répondants sur 10 (31%) estiment que les élus locaux écoutent « souvent » ou « toujours » ce que les citoyens leur disent.
- Cependant, ils sont majoritaires (74%) à approuver la performance de leurs conseillers municipaux ou communaux.

### Participation citoyenne

La participation citoyenne consiste à associer les citoyens au processus de décision politique, en dehors des rendez-vous électoraux. Ces démarches incluent parfois des rencontres et des mobilisations. Au Bénin, plus de quatre citoyens sur 10 (45%) déclarent avoir pris part à une réunion communautaire au cours des 12 derniers mois, et 39% affirment avoir rencontré d'autres personnes pour discuter d'un sujet de la communauté. Moins (7%) disent avoir participé à une manifestation ou marche de soutien (Figure 1).

Le taux de participation à ces activités a chuté depuis 2020 – de 18 points de pourcentage pour les réunions communautaires, de 23 points pour les rencontres pour aborder un sujet de la commune et de 4 points pour ce qui est des manifestations.

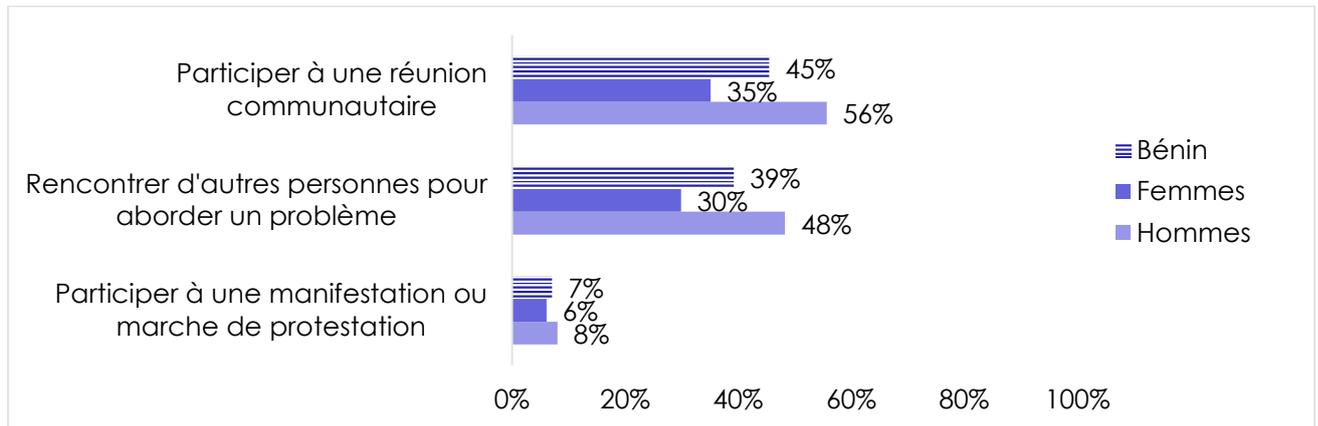
**Figure 1 : Participation à la vie communautaire et politique | Bénin | 2020-2022**



**Questions posées aux répondants :** Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous l'avez personnellement menée au cours des 12 derniers mois : Participer à une réunion de la communauté ? Rencontrer d'autres personnes pour aborder un problème ? Participer à une manifestation ou une marche de protestation ? (% qui disent « oui, une ou deux fois », « oui, quelques fois » ou « oui, souvent »)

Au-delà de cette baisse constatée sur ces aspects de la participation à la vie publique, des écarts significatifs entre les sexes sont également notés à l'exception de la participation à une manifestation ou marche de protestation. Moins de femmes que d'hommes ont participé à une réunion communale (35% vs. 56%) et abordé un sujet de la communauté avec d'autres citoyens (30% vs. 48%) (Figure 2).

**Figure 2 : Participation à la vie communautaire et politique | par sexe | Bénin | 2022**

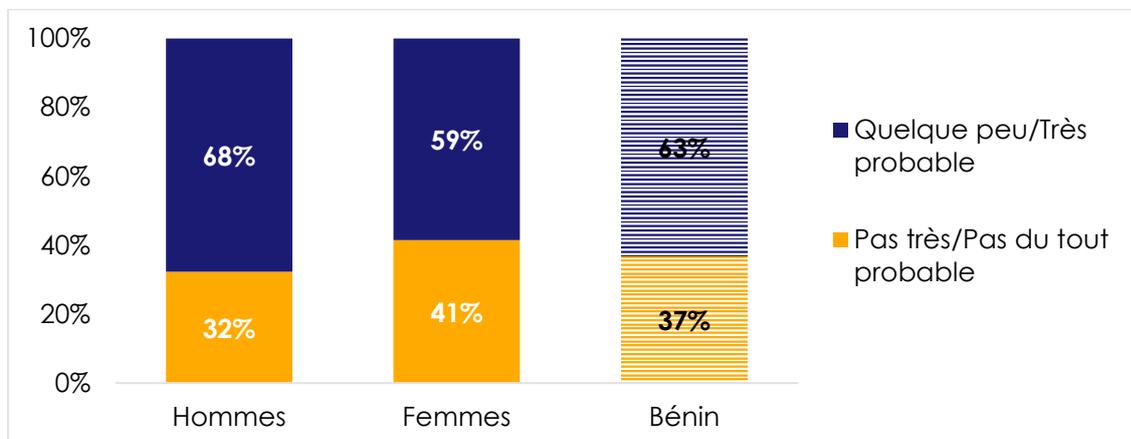


**Questions posées aux répondants :** Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous l'avez personnellement menée au cours des 12 derniers mois : Participer à une réunion de la communauté ? Rencontrer d'autres personnes pour aborder un problème ? Participer à une manifestation ou une marche de protestation ? (% qui disent « oui, une ou deux fois », « oui, quelques fois » ou « oui, souvent »)

Plus que la mobilisation notée pour l'année écoulée, les Béninois seraient disposés à se mobiliser pour se faire entendre par leurs conseillers communaux. La majorité (63%) d'entre eux disent qu'il est probable qu'ils se réunissent avec d'autres membres de la communauté pour amener leurs élus locaux à écouter leurs doléances sur un sujet important pour la commune (Figure 3).

A nouveau, les femmes sont moins enclines que les hommes à prendre une telle initiative (59% vs. 68%).

**Figure 3 : Probabilité de participer à une action collective | par sexe | Bénin | 2022**

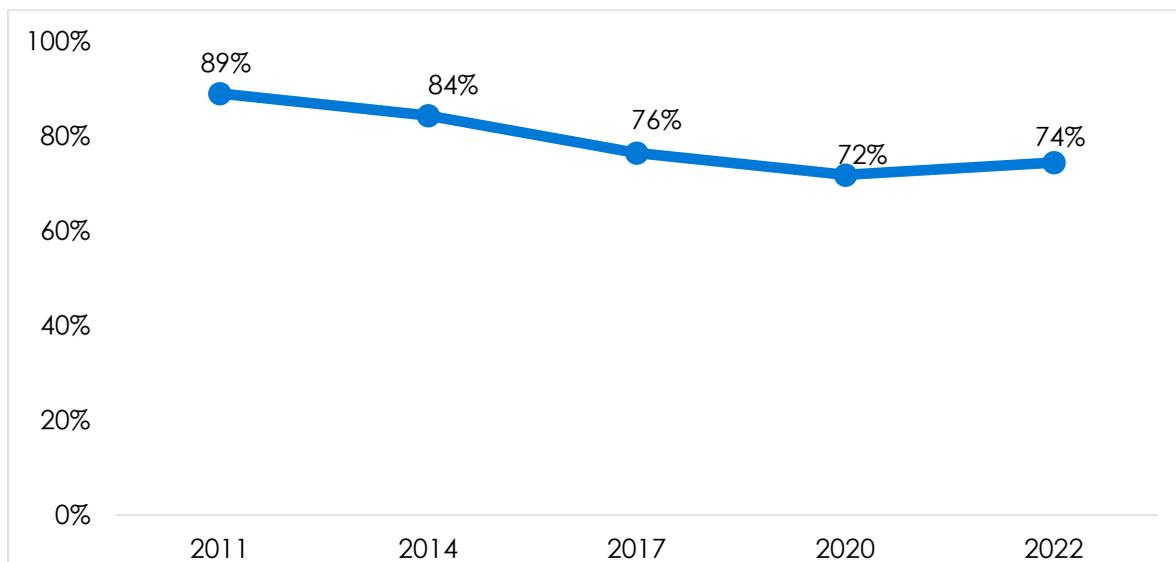


**Question posée aux répondants :** A votre avis, dans quelle mesure est-il probable que vous vous réunissiez avec d'autres pour amener votre conseiller communal à écouter vos doléances sur un sujet d'importance pour la communauté ?

Le vote est l'une des activités capitales en matière de participation citoyenne. Voter est une façon d'exercer sa citoyenneté, de protéger sa liberté et d'exprimer son soutien au candidat dont le programme correspond à ses attentes. Même si les Béninois étaient majoritaires (74%) à se prêter à cet exercice aux dernières élections présidentielles de 2021, on note une baisse de 15 points de pourcentage du taux des personnes qui ont voté aux élections depuis 2011 (Figure 4).

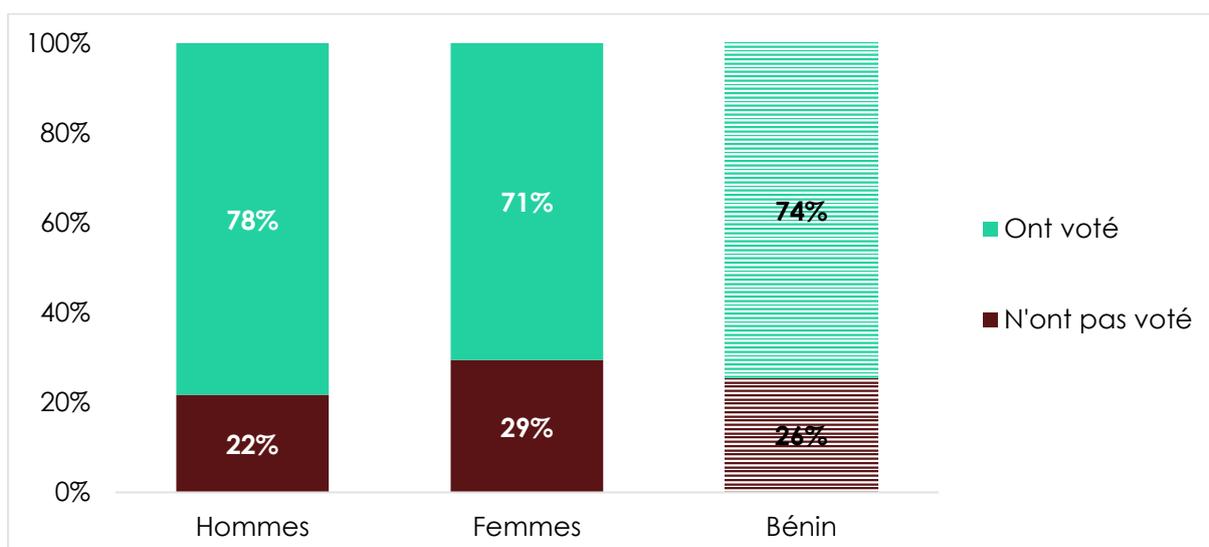
Les femmes (71%) sont moins nombreuses que les hommes (78%) à avoir voté aux dernières élections présidentielles de 2021 au Bénin (Figure 5).

**Figure 4 : Vote aux dernières élections | Bénin | 2011-2022**



**Question posée aux répondants :** Lors de la dernière élection de [20XX], avez-vous voté, ou non, ou étiez-vous trop jeune pour voter ? Ou vous ne pouvez-vous rappeler si vous avez voté ? (% qui disent « j'ai voté aux dernières élections ») (Note : Les répondants qui étaient trop jeunes pour voter sont exclus.)

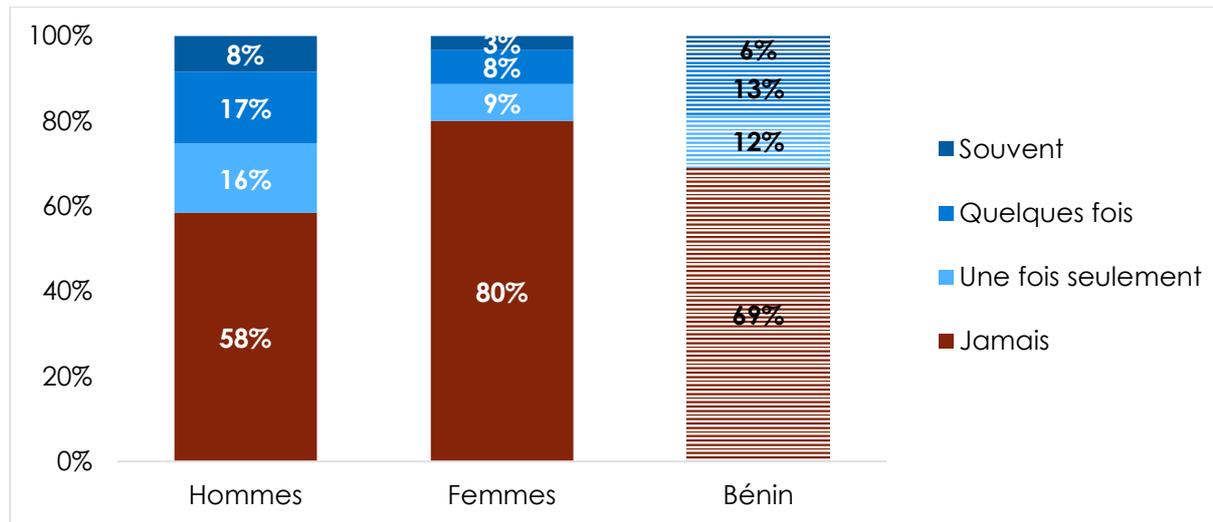
**Figure 5 : Vote aux dernières élections | par sexe | Bénin | 2022**



**Question posée aux répondants :** Lors de la dernière élection de 2021, avez-vous voté, ou non, ou étiez-vous trop jeune pour voter ? Ou vous ne pouvez-vous rappeler si vous avez voté ? (Note : Les répondants qui étaient trop jeunes pour voter sont exclus.)

Les échanges ou contacts avec les élus locaux font également partie des ingrédients de la participation citoyenne qui ont été mesuré lors de cette étude. Il s'avère que trois Béninois sur 10 (31%) disent avoir contacté un élu local « une fois seulement », « quelques fois » ou « souvent » au cours des 12 mois qui ont précédé la collecte (Figure 6). Encore une fois, les femmes sont moins que les hommes à avoir au moins une fois contacté un élu local pendant l'année écoulée (20% vs. 41%).

**Figure 6 : Contact avec un élu local | par sexe | Bénin | 2022**



**Question posée aux répondants :** Au cours des 12 derniers mois, combien de fois avez-vous contacté une des personnalités suivantes pour un problème important ou pour discuter de vos idées : Un élu local ?

### Performance des municipalités

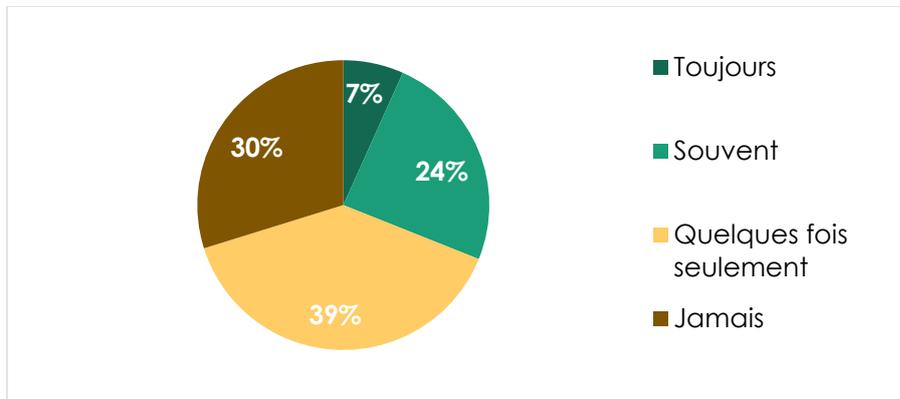
L'un des objectifs de la participation citoyenne est d'influencer les décisions politiques, l'administration des affaires publiques à tout niveau du gouvernement local ou national. Ainsi, elle peut motiver les performances des dirigeants qui ont fait de la promotion du bien-être des citoyens leurs engagements (Binder & La Palombara, 1971).

Ces performances se mesurent à partir de certains indicateurs qui incluent la bonne gouvernance dans la gestion des ressources humaines, financières, sociales et environnementales, ainsi que la qualité des services rendus aux citoyens. Ont été pris en compte dans le cadre de cette étude les perceptions sur les services rendus aux administrés et la transparence dans la gestion de l'information.

En termes de disponibilité à l'écoute des citoyens, il ressort que la même proportion (31%) que ceux qui ont contacté les conseillers communaux ou municipaux pendant l'année écoulée disent que ces derniers font « souvent » (7%) ou « toujours » (24%) de leur mieux pour écouter ce que les citoyens ordinaires ont à leur dire (Figure 7).

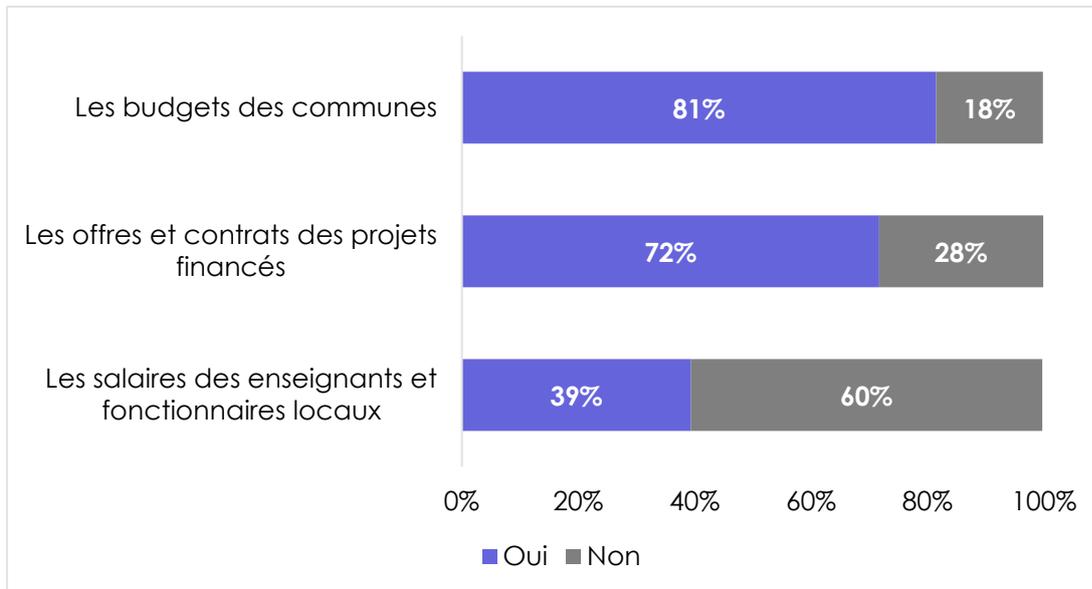
Pour efficacement participer à l'action publique, il est fondamental que les citoyens disposent de certaines informations. La large majorité des Béninois estiment que les informations telles que les budgets et dépenses du conseil communal (81%) ainsi que les offres et contrats avec des entreprises qui ont concouru pour des projets ou des achats financés par le gouvernement (72%) devraient être rendus publics. Mais 60% d'entre eux pensent que le gouvernement devrait être autorisé à garder hors de portée du public les informations sur les salaires des enseignants et des fonctionnaires locaux (Figure 8).

**Figure 7 : Les élus locaux écoutent-ils les citoyens ? | Bénin | 2022**



**Question posée aux répondants :** Combien de fois pensez-vous que les conseillers municipaux ou communaux font de leur mieux pour écouter ce que des gens comme vous avez à leur dire ?

**Figure 8 : Accès aux informations de la commune | Bénin | 2022**



**Questions posées aux répondants :** J'aimerais vous demander quels types d'informations devraient être partagés avec le public et lesquels ne devraient pas. Pour chacun des éléments suivants, veuillez me dire si les citoyens ordinaires et les médias d'information devraient avoir le droit d'obtenir ces informations du gouvernement, ou si le gouvernement devrait être autorisé à garder les informations hors de portée du public :

Budgets et dépenses du conseil communal ?

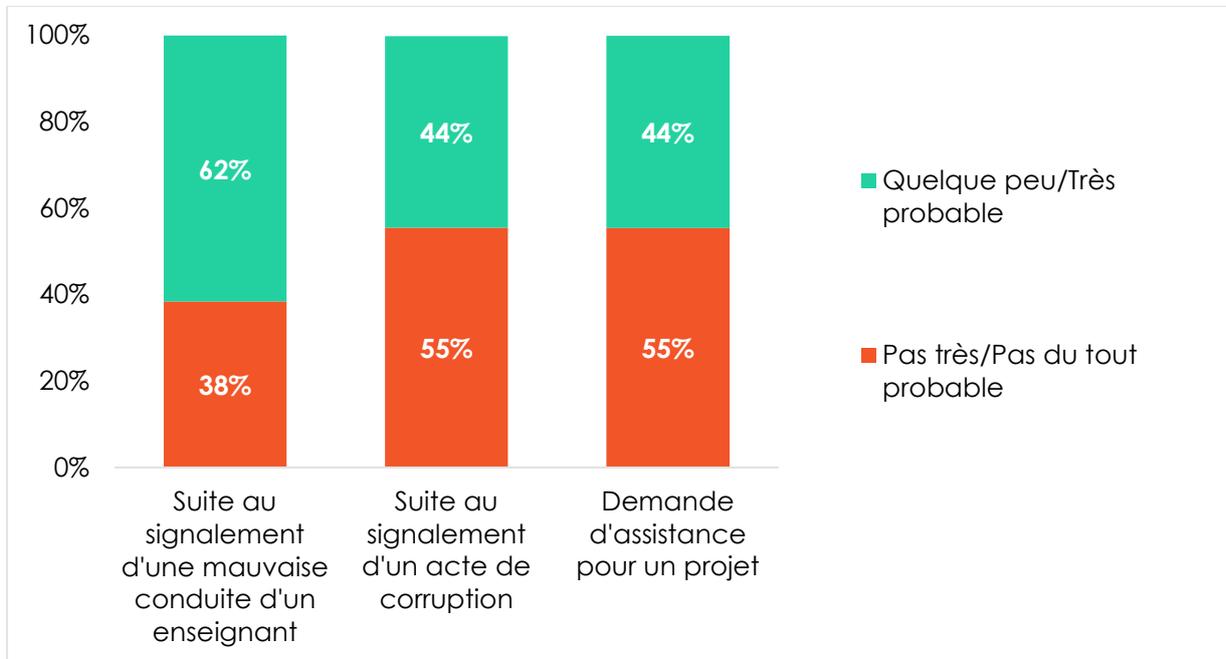
Tous les offres et contrats avec des entreprises qui ont concouru pour des projets ou des achats financés par le gouvernement ?

Des informations sur les salaires des enseignants et des fonctionnaires locaux ?

S'agissant de la probabilité de réaction des municipalités ou services publics face aux interpellations et demandes des citoyens, les avis sont mitigés. La majorité (62%) des Béninois disent qu'il est probable de faire réagir quelqu'un s'ils signalent les mauvais comportements d'un enseignant tels que l'absentéisme ou la maltraitance des écoliers. Cependant, ils ne sont que 44% à penser qu'ils puissent susciter la réaction d'un agent de la mairie suite au signalement d'un acte de corruption ou suite à une demande d'assistance pour un projet communautaire (Figure 9).

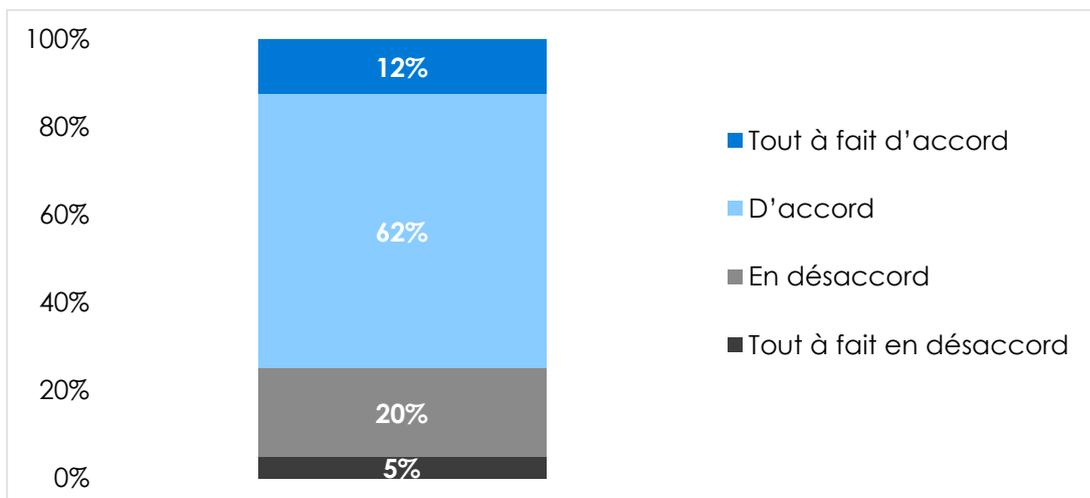
Malgré leurs doutes sur la réactivité de leurs élus locaux, près des trois quarts (74%) des Béninois approuvent la performance de leurs conseillers municipaux ou communaux dans l'exercice de leur fonction (Figure 10).

**Figure 9 : Probabilité de réaction de la commune | Bénin | 2022**



**Questions posées aux répondants :** Quelle est la probabilité que vous arriviez à faire réagir quelqu'un :  
 Si vous vous adressez à un leader local ou à la mairie pour demander une assistance pour un projet de développement dans votre commune, tel qu'une amélioration de l'approvisionnement d'eau ou la réalisation d'une campagne de propreté ?  
 Si vous allez à l'école de la localité pour signaler les mauvais comportements d'un enseignant tels que l'absentéisme ou la maltraitance des écoliers ?  
 Si vous allez à la mairie ou municipalité ou l'autorité d'anti-corruption pour signaler un acte de corruption tel que le mauvais usage des fonds ou la réclamation de pots-de-vin ?

**Figure 10 : Performance des élus locaux | Bénin | 2022**



**Question posée aux répondants :** Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec la performance à leur fonction des personnes suivantes au cours des 12 derniers mois, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Votre conseiller municipal ou communal ?

## Conclusion

Les analyses montrent que la participation citoyenne au Bénin a régressé comparativement à 2020 et semble plus masculine que féminine. Plus de la moitié des Béninois pensent que leurs élus locaux n'écourent pas leurs administrés, et ils ne nourrissent pas l'espoir d'obtenir une suite favorable de leur municipalité s'ils s'en vont signaler un acte de corruption ou demander de l'aide dans le cadre d'un projet d'intérêt commun, mais ils sont globalement satisfaits du travail que fournissent leurs conseillers communaux ou municipaux.

---

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter  
notre outil d'analyse en ligne au  
[www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

---

## Références

- Beauchesne, P. (2013). La participation citoyenne, qu'est-ce que ça donne ? Le Devoir. 12 août.
- Binder, L., & La Palombara, J. (1971). Crises and sequences in political development (SPD-7). Tome 1419 dans la série Studies in Political Development. Princeton University Press.
- Frenette, M. (2005). Guy Bessette, Communication et participation communautaire. Guide pratique de communication participative pour le développement. *Communication*, 24(1), 240-242.
- Organisation des Nations Unies. (2021). Accélérer la participation des femmes à la vie publique pour le bénéfice de tous. 17 mars.

**Ganiath Bello** est une collaboratrice externe de IREG, le partenaire national d'Afrobarometer au Bénin. Email : ganiebenie@gmail.com.

Cette dépêche a été réalisée dans le cadre d'un atelier d'écriture d'Afrobarometer.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminare, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères du Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Felix Biga ([felixbiga@afrobarometer.org](mailto:felixbiga@afrobarometer.org)) ou Runyararo Munetsi ([runyararo@afrobarometer.org](mailto:runyararo@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 701 d'Afrobarometer | 20 septembre 2023